



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 15 septembre 2015 — N° 104

Treize heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations aux Éperviers de Vimont-Auteuil pour leur victoire au tournoi provincial Moustique A.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *100^e anniversaire de l'usine Lallemant.*
- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Gilles Bourassa pour ses 50 ans de carrière professionnelle.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Le projet Motetan Mamo.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Invitation automnale dans Charlevoix–Côte-de-Beaupré.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Journée internationale de la démocratie.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Souligner la Journée mondiale de sensibilisation au lymphome.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Coopérative de solidarité Goûts du Monde de Drummondville.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Félicitations à l'Association des jeunes bègues du Québec et merci à M. Alex Galchenyuk.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Souligner la Journée internationale de l'alphabétisation.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 39
Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **14 mai 2015**
- 3) Projet de loi n° 44
Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique le **5 mai 2015**
- 4) Projet de loi n° 48
Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **13 mai 2015**

- 5) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 6) Projet de loi n° 51
Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives
Présenté par la ministre de la Justice le **3 juin 2015**
- 7) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**
- 8) Projet de loi n° 54
Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le **5 juin 2015**
- 9) Projet de loi n° 55
Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière
Présenté par le ministre délégué aux Mines le **11 juin 2015**
- 10) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 11) Projet de loi n° 57**
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **11 juin 2015**
- 12) Projet de loi n° 58**
Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **11 juin 2015**
- 13) Projet de loi n° 59**
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 14) Projet de loi n° 62**
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- Étude détaillée en commission*
- 15) Projet de loi n° 13**
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le 4 décembre 2014
Principe adopté le **19 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

16) Projet de loi n° 20

Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015

Principe adopté le **20 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

17) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014

Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

18) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

19) Projet de loi n° 193

Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

20) Projet de loi n° 194

Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

- 21) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Béancour le **25 septembre 2014**
- 22) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 23) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 24) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 25) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le 4 décembre 2014
Reprise du débat ajourné le **11 juin 2015**
- 27) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 28) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

- 29) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 30) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 32) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 33) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 34) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

Étude détaillée en commission

- 35) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le **4 juin 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

36) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

37) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative de la Commission des libérations conditionnelles.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère du Conseil exécutif.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur l'indemnisation et la réadaptation des travailleurs ayant subi une lésion professionnelle.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur les contrats présentant des situations à risque au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- Audition sur le chapitre 3 du commissaire au développement durable du printemps 2015 portant sur l'application de la loi à l'égard de la sécurité et de l'exploitation de barrages.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales (mandat confié le 19 mai 2015).

Consultations particulières :

- Rapport de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise déposé par le ministre des Finances à l'Assemblée nationale le 24 mars 2015 (mandat confié le 10 juin 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 20 mai 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 44**, Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme (mandat confié le 21 mai 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Livre vert intitulé « Moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement » (mandat confié le 12 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 79) M. Turcotte (Saint-Jean) – **15 septembre 2015**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Ouvert depuis 1972, l'Hôpital du Haut-Richelieu n'a fait l'objet d'aucune transformation majeure depuis sa construction, et ce, malgré l'accroissement de la population, l'évolution des pratiques médicales et le vieillissement des installations. Le projet d'agrandissement initial, annoncé sous le précédent gouvernement, prévoyait l'installation des laboratoires au troisième étage. Toutefois, le 18 août dernier, dans une lettre adressée à la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie-Centre, les sous-ministres adjoints, MM. Louis Couture et François Dion, signaient une lettre confirmant un « arrêt temporaire » des travaux aux laboratoires, dans le contexte du transfert éventuel de plus de 70 % des activités de biologie médicale vers l'Hôpital Charles-LeMoine, tel que le prévoit l'approche OPTILAB. Or, les travaux d'agrandissement des nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu sont déjà exécutés à plus de 80 %, soit pratiquement terminés. En somme, il nous semble tout à fait inconcevable de les stopper à ce moment-ci.

- Existe-t-il une analyse des coûts véritables qui justifie l'annulation du projet des laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu et l'implantation radicale du projet OPTILAB?
- A-t-on considéré la possibilité de partager les tâches du futur centre serveur OPTILAB entre l'Hôpital Charles-LeMoyne et l'Hôpital du Haut-Richelieu, étant donné que les deux hôpitaux font désormais partie du même CISSS et que l'agrandissement en cours (déjà budgété et bientôt terminé) des laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu permettrait de limiter les investissements en lien avec le projet?
- A-t-on l'assurance que la qualité des soins va ainsi s'améliorer?
- Est-ce qu'il y aura des délais supplémentaires dans l'obtention des résultats des analyses?
- Est-ce que les professionnels de la santé directement concernés ont été consultés avant qu'une telle décision soit prise?
- Quels sont les coûts associés à l'annulation du projet des nouveaux laboratoires, si on tient compte des sommes déjà investies depuis 10 ans pour la planification des travaux, du coût des travaux déjà réalisés et des frais compensatoires que l'entrepreneur réclamera?
- Est-ce qu'actuellement, comme il est prévu dans le projet du Ministère, le laboratoire de l'Hôpital Charles-LeMoyne a la capacité d'absorber à lui seul 70 % des échantillons de l'Hôpital du Haut-Richelieu et les trois quarts des échantillons actuellement analysés par les laboratoires de tous les autres hôpitaux de la Montérégie?
- Quels sont les coûts prévus pour l'agrandissement du laboratoire de l'Hôpital Charles-LeMoyne?
- Comment va s'organiser le transport des spécimens vers les laboratoires de l'Hôpital Charles-LeMoyne?
- Quels seront les coûts supplémentaires liés au transport des spécimens?
- Quelles seront les sommes à investir pour créer l'interface informatique nécessaire à la réalisation du projet OPTILAB?
- Doit-on prévoir des pertes d'emplois aux laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu?
- Quelle sera la vocation des nouveaux locaux des laboratoires laissés vacants (soit plus de 85 % de la superficie aménagée) si le projet OPTILAB voit le jour tel quel?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

- a) 26 mai 2015
Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec –
député de Vanier-Les Rivières.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS